

France et Angleterre

POURRONT-ELLES JAMAIS S'ENTENDRE SUR LA QUESTION DES REPARATIONS

C'est un Anglais qui parle. Il s'exprime avec la liberté que donne la force—ou la croyance en sa force. Il aime la France—et plus encore l'Angleterre. Il les juge toutes deux—et nous donnerait volontiers les conseils qu'exige le "fair play." Il parle d'or—car il parle d'affaires: "Et il dit:

—Nous comprendrez-vous jamais? Il y a un principe cardinal qui guide tous nos actes en tant que peuple: c'est l'intérêt.

"Dans la guerre que nous flmes en commun, nous avions quatre grands intérêts: intérêt à en finir avec la flotte de guerre allemande, non pas que nous la réduisions, mais elle nous ruinait en nous obligeant à mettre sur chantier deux superdreadnought chaque fois que l'Allemagne en mettait un; intérêt à réduire la marine marchande allemande, qui envahissait peu à peu le monde; intérêt à arrêter la poussée allemande, en Asie Mineure, qui menaçait le canal de Suez et les Indes; intérêt à ne pas laisser se développer l'exploitation scientifique des colonies allemandes.

"Ces quatre intérêts, nous les avons réalisés avant même que les plumes signataires du traité de Versailles aient été trempées dans l'encre; la flotte de guerre allemande repose au fond de l'océan; la flotte de commerce allemande a été partagée entre les alliés, ce qui veut dire que la plus grande partie a été incorporée dans la flotte de commerce anglaise; la poussée allemande en Asie-Mineure est arrêtée d'un siècle et les colonies allemandes appartiennent presque toutes aujourd'hui à la Grande-Bretagne.

"Donc, nous avons atteint notre quadruple but et nous n'avons plus d'intérêt à faire valoir. Vous, vous en avez deux; celui de votre sécurité, celui de vos réparations. A nous, je le reconnais volontiers, n'est satisfait. Aucun, je dirais même, n'est franchi. Mais ces intérêts vous sont propres à vous; ils ne se confondent avec ceux de l'Angleterre, de l'Europe et du monde, que dans ces limites imprécises de phélocopies idéales en la justice et la tranquillité."

Peut-être même, si nous étions tout à fait francs, conviendrait-il nous qu'en ces matières votre intérêt n'est pas entièrement le nôtre. Si vous deviez avoir plus jamais rien à craindre de l'Allemagne, vous deviendriez trop indépendants. Si vous deviez être immédiatement payés par l'Allemagne, vous deviendriez trop prospères. J'ai bon nombre de mes compatriotes qui pensent qu'il serait mauvais pour l'Angleterre que la France fut trop prospère—et surtout qu'elle fut trop indépendante. En tout cas, pour être garantis et pour être payés, ne comptez que sur vous.

"Il est vrai que vous venez d'accomplir un acte qui vous est personnel: vous êtes entrés dans la Ruhr... C'est pour nous bon et mauvais. C'est jusqu'à un certain point bon, parce que vous arrêtez du coup toutes les exportations de charbon allemand. Nos exportateurs noirs en profitent; jamais le nombre de nos chômeurs n'a été plus bas. Mais c'est mauvais aussi, parce que vous portez un coup terrible à l'Allemagne, parce que vous la prenez à la gorge, parce que vous la réduisez à votre merci, or, nous n'avons pas intérêt à la ruine de l'Allemagne et encore moins à la soumission de l'Allemagne. Nous avons intérêt à ce que tous les peuples du continent soient modérément riches, modérément forts, modérément libres et modérément unis.

"On vous pousse à une conférence générale pour en finir avec toute l'affaire des réparations. Mon gouvernement souhaite passionnément cette conférence: l'expérience prouve, en effet, que depuis quatre ans, l'Angleterre a toujours gagné quelque chose à toutes les conférences générales. Je comprends que de votre la souhaite moins: l'expérience prouve, en effet, que depuis quatre ans, la France a toujours du perdre quelque chose dans toutes les conférences. J'ajoute très franchement que je doute qu'une conférence quelconque en finisse avec l'affaire des réparations. Quel que soit le chiffre de milliards d'accords sur lequel nous tombions d'accord—sur lequel la dette allemande, l'Allemagne ne payera ces milliards, que contrainte et forcée. Or, là, nous ne nous entendons jamais: car vous voulez, au premier manquement, employer la contrainte et la force, et nous, nous ne voudrions jamais avoir recours qu'à la persuasion et à la douceur. La destination est, à la doucement. Longues années, nous croyons à la bonne volonté allemande, à la misère allemande, à l'impotence allemande, et

Chiffres Astronomiques

L'Allemagne a augmenté de sept trillions en cinq mois sa circulation de billets de banque. Je ne sais plus qui a appliqué aux monnaies qui s'enflent ainsi le nom de "chiffres astronomiques." L'expression est juste. Les arpentements des espaces célestes osaient seuls jusqu'à présent allonger des nombres aussi écrasants. Or, aujourd'hui, à Berlin, les additions géantes sont d'usage courant. On y parle de trillions non pas pour mesurer la distance des étoiles, mais pour évaluer le prix des haricots.

Comment un grand peuple peut-il vivre avec une politique financière aussi malhonnête? L'explication de ce phénomène est d'une simplicité angélique. En soi, le mark ne vaut plus rien; mais il a encore une valeur parce que, de gré ou de force, les Allemands sont obligés de croire qu'il vaut encore quelque chose.

L'Etat a commencé par imprimer sur des rectangles de papier: 1 mark—Quand, par suite de la quantité de marks, le prix de la vie a monté, le peuple a protesté. Il a réclamé d'autres salaires l'Etat les a accordés. Sur les mêmes rectangles de papier, il a fait alors imprimer: 10 marks—Au bout d'un certain temps, toutes les denrées ont monté de prix, ces prix s'ajoutant au nombre de marks. Les ouvriers ont été affamés. Alors, l'Etat s'est contenté d'ajouter un zéro sur le même papier: 100 marks—Ainsi de suite. On en est aujourd'hui, sauf erreur, au billet de 500,000 marks.

Pendant ce temps, les Allemands qui réussissent à échanger, par l'exportation, en monnaie ou, incorporés aux marchandises, des marks, font hors des frontières, avec leur papier, des affaires d'or. Les amis de M. Cuno lui-même sans doute, par le fait qu'ils sont intéressés dans les compagnies de navigation, sont de ces privilégiés. C'est peut-être la raison pour laquelle ils ne s'effrayent pas du naufrage... Un homme appelle difficilement catastrophe un événement qui lui fait des rentes.—Louis Forest.

UN ACCORD DANS LA RUHR

Paul Williams, correspondant du "Chronicle," cable d'Essen, 4 juillet. —Herr Von Bulow, chef des usines Krupp vient de signer un accord avec

les Français par lequel les ouvriers consentent à travailler sous la surveillance et la direction de la mission économique française. D'autre part, plusieurs industriels viennent de conférer avec les officiers français des chemins de fer pour organiser l'expédition de leurs produits par les lignes contrôlées par les Français dans le territoire occupé.

L'accord signé par Von Bulow a été d'abord approuvé par le Conseil des travailleurs, seuls les communistes s'y opposant. C'est la première fois que les travailleurs de la Ruhr acceptent officiellement de travailler sous la surveillance militaire française.

L'accord fut préparé par le Conseil des ouvriers représentant 3,000 hommes, par les Directeurs Krupp, les autorités militaires françaises et notre mission économique.

Cet événement pourrait bien être le commencement de "l'occupation invisible" si la France et l'Allemagne arrivent à s'entendre.

PRIX ACCORDE A L'UNIVERSITE LAVAL

Paris.—L'Université Laval de Québec vient d'être à l'honneur, car l'Académie Française lui a accordé le prix de langue française de 10,000 francs. La France célébrera le troisième centenaire de Montigny-sur-Aisne, un monument offert à la France par les Canadiens-français.

que vous, vous croyiez toujours à la mauvaise foi allemande, à la dissimulation allemande, à l'insolence allemande.

"Nous pourrions donc nous entendre sur un plan théorique de réparations; nous ne nous entendrions jamais sur l'exécution pratique de ce plan. Chaque fois que l'Allemagne y sera défaut, vous voudrez envoyer un ultimatum et sauter sur vos fusils; nous, nous voudrions envoyer d'Albernon et prêcher la patience. Evidemment, nous pouvons être patients; nous n'avons pas été dévastés et nous sommes nantis. Evidemment, vous ne pouvez pas l'être: vous avez été touchés et vous n'avez rien saisi. Nous ne pouvons vous demander de ne pas être exaspérés: mais vous ne pouvez nous demander de nous mettre en colère. On ne se fâche jamais pour le compte des autres."

Ainsi nous parlait un Anglais. Et, en l'écoutant, nous croyions bien entendre parler presque toute l'Angleterre, qui, à travers l'histoire, n'a jamais pratiqué qu'une seule amitié: celle qui commence par soi-même.—Stéphane Lauzanne.

MME ADOLPHE SPRECKELS



Nous reproduisons ici la photographie de Mme Adolphe Spreckels, de San Francisco, Californie, femme du fameux financier américain qui a fait des millions dans les affaires du sucre. Mme Spreckels est un grand ami de la France. Nous la voyons ici revêtue d'un costume très élégant qu'elle vient d'acheter à Paris. La photographie a été prise à Paris même. Mme Spreckels a fondé le Musée Français à San Francisco, qui est en vertu d'un duplicata du Palais de la Légion d'Honneur.

EN L'HONNEUR DES VOLONTAIRES AMERICAINS

Paris.—On vient d'inaugurer, à Paris, Place des Etats-Unis, un monument en l'honneur des volontaires américains de l'armée française qui tombèrent au champ d'honneur.

Plus de 50,000 Français contribuèrent à payer ce monument. Depuis une souscription de 20,000 francs versée par la Banque de France jusqu'à de modestes cotisations de 10 centimes apportées fièrement par des écoliers, chacun voulut exprimer sa reconnaissance et son admiration pour les Américains.

Le monument est en bronze et est dû à un jeune sculpteur qui se battit aux côtés des Américains: Jean Boucher. Il représente un Américain vêtu d'un uniforme français, exemplaire ses compatriotes à suivre son exemple. La figure de la statue ressemble à celle d'Allan Seeger, le soldat-poète, auteur du fameux: "J'ai un rendez-vous avec la mort..."

"A quelque barricade disputée" inscrits tous les noms des volontaires américains qui furent tués en France, y compris Norman Prince, Victor Chapman, Kenneth Kelly, Richard et Edward Hall et Earl Fisk.

Il fallut trois ans pour réunir les 400,000 francs nécessaires pour l'érection du monument non parce que les donateurs se firent tirer l'oreille, mais parce que l'organisation de la campagne, Maurice Mercadier, voulait que ce fut l'expression de l'amour du peuple français pour l'Amérique.

Les fortes souscriptions de riches Français et de riches Américains furent refusées. On voulut que les cotisations fussent modestes et que ce soit purement un don français.

Le Président Millerand et Poincaré assistaient à l'inauguration du monument. Des drapeaux américains flottaient à l'Élysée et aux fenêtres de toutes les institutions américaines.

Pour la première fois le programme de radio envoyé par la Tour Eiffel fut exclusivement américain.

LA FRANCE, LE PAYS LE PLUS PROSPERE DE L'EUROPE

D'après M. Charles J. Brand, du Département de l'Agriculture, qui vient de rentrer aux Etats-Unis après avoir visité les principaux pays européens, l'agriculture a fait plus de progrès que l'industrie pour la restauration des conditions normales et, en conséquence, la plupart des pays qui ont été en guerre augmentent la production des denrées alimentaires.

Suivant les indices commerciaux ordinaires, la France, dit M. Brand, est aujourd'hui le pays le plus prospère en Europe et de grands progrès ont été accomplis dans les régions dévastées.

Agitation Injustifiée

En ces derniers mois on a souvent traité, dans les dépêches d'outre-mer, de la question de la Sarre. La Chambre des Communes d'Angleterre s'en est occupé et les journaux anglais comme américains ont publié sur ce sujet de nombreux commentaires. En général, la presse anglo-saxonne s'est montrée fort sévère en cette occasion.

Quelques explications sont nécessaires pour remettre les choses au point.

La cause de cette agitation est une ordonnance passée le 7 mars dernier par la commission du gouvernement de la Sarre; cette ordonnance "provisoire," c'est-à-dire officiellement déclarée mesure temporaire, a été adoptée pour faire face à la situation créée par la grève provoquée trop clairement par l'Allemagne pour embarrasser la France, qui venait d'occuper la Ruhr.

Cette ordonnance "provisoire" édictait des mesures jugées nécessaires en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité publiques et adaptait, à cet effet, à l'organisation politique et administrative du territoire, la loi allemande du 21 juillet 1922, adoptée pour la protection de la république allemande.

En fait, cette ordonnance ne faisait qu'appliquer aux grévistes allemands de la Sarre les rigueurs d'exception auxquelles furent soumis leurs propres compatriotes du Reich.

L'administration de la Sarre, constituée en vertu du traité de Versailles, a été confiée à une commission nommée par la Société des Nations. Le rôle de cette commission n'est pas seulement d'administrer la région pour y maintenir la paix et l'ordre, mais aussi, et cela est défini très clairement par le traité, d'assurer à la France la libre et fructueuse exploitation des mines de la Sarre, dont elle a reçu la propriété en compensation pour la destruction des houillères du nord de la France.

On se trouvait, en mars dernier, en présence d'une grève menée par la propagande allemande, dans le but très évident d'embarrasser sérieusement la France, occupée dès la Ruhr, en la privant du charbon, nécessaire à ses besoins qu'elle retirait des houillères de la Sarre.

Si, par mesure de protection en cas d'urgence notoire, la commission a adopté des mesures d'exception, telles que suppression de droits de parole et de réunion, mesures spécifiquement provisoires, et, rappelons-le, appliquant à ce pays allemand une loi que le Reich venait d'adopter, le but légitimement des mesures d'exception rigoureuses, puisqu'il s'agissait de combattre une grève qui mettait en danger les droits urgents et impérieux de la France, à l'agitation même de meneurs allemands.

En définitive, cette agitation fait fausse route et semble ignorer l'essentiel facteur, qui était de protéger les droits de la France contre de nouvelles menées de l'Allemagne pour faire pièce à ses créanciers.

On a fait à beaucoup de bruit pour peu de chose, et bien à tort, nous semble-t-il.

LES INTERETS BRITANNIQUES

Londres.—C'est lord Curzon qui, on le sait, a été chargé par le cabinet anglais de résoudre la question franco-britannique, d'une réponse en commun à la note allemande. Cette décision a été commentée de différentes façons dans les milieux diplomatiques officiels.

Le cabinet de Londres est, en effet, divisé en deux groupes d'hommes d'affaires: pétroliers et charbonniers.

Sir Stanley Baldwin est charbonnier, lord Curzon, pétrolier. Le parti charbonnier a toujours regardé d'un mauvais œil l'alliance de houille française et polonaise et a cru voir dans l'exploitation de la Ruhr, une menace pour la production britannique.

Le parti pétrolier est au contraire ami de la France, ami par intérêt bien entendu, selon la méthode anglaise, les Britanniques n'oubliant pas qu'ils ont besoin de notre appui indispensable pour leur libre disposition des pétroles d'Orient.

LE JUGEMENT DE DIEU

Un émouvant incident s'est produit à l'audience du tribunal de Feldkirch, dans le Tyrol.

Un nommé Strumer, accusé d'avoir empoisonné sa femme pour toucher une prime d'assurance terminait sa défense par ces mots: "Que le Dieu tout-puissant me fasse mourir sur-le-champ si je suis coupable." Ces paroles étaient à peine prononcées que l'accusé s'affaissa et le médecin aussitôt requis ne put que constater la mort. Or, il fut démontré avec des preuves convaincantes à l'appui que Strumer était vraiment l'assassin de sa femme.

Cette fin tragique a produit une grande émotion dans le pays.

En Ville et aux Environs

Nouvelles Locales

L'HOTEL PONTCHARTRAIN

On doit commencer en décembre la construction de l'Hôtel Pontchartrain sur l'emplacement qui a été acheté l'année dernière dans Université Place, entre la rue du Canal et Common, d'après une annonce faite hier. L'Hôtel sera de douze étages et aura 250 chambres. La Nouvelle-Orléans a bien besoin d'un plus grand nombre d'hôtels, et même de quelques uns de grand luxe. Il nous arrive chaque hiver des gens du nord dont les moyens leur permettent de vivre en grand train. Pour eux les dépenses ne sont pour rien. Ils ont les moyens de se payer le luxe, et le voyageur qui aime la vie de prince se rendra dans cette ville où il est certain de trouver des hôtels de premier ordre.

La Nouvelle-Orléans est connue d'un bout des Etats-Unis à l'autre comme étant une des plus intéressantes en Amérique. Le climat de la Louisiane est excellent pendant les mois d'hiver et aussi pendant l'été. Nous avons des belles routes et l'année prochaine nous en aurons des nouvelles. Notre cuisine est fameuse. Mais pour attirer les voyageurs qui aiment à dépenser, il nous faut des hôtels de premier ordre.

LA FETE DU CERCLE LYRIQUE

Le Cercle Lyrique a célébré le 13me anniversaire de son inauguration lundi soir par un banquet à la Louisiane, suivi d'un programme musical et littéraire. Y assistaient environ 100 membres et leurs amis.

Mme P. W. Fromann, secrétaire de la société, a fait un résumé du Cercle depuis son inauguration. Le programme musical a été très applaudi. Citons tout particulièrement, Mme Hilda Lanphier, Mme Anita Deynoord, Mme L. Lorch, M. Emilia Barrio, Mme Robert Williams, Mlle Edith Rennyson, Mlle Berthe Weinberg et Mlle Annabelle Ceis. Des dames sont des vraies artistes, et ont bien méritées les félicitations de l'assistance nombreuse.

LA FETE DU 14 JUILLET

La Société du 14 Juillet doit célébrer le centenaire de la prise de la Bastille le 14 juillet 1923. Il y aura des courses de chevaux, des tableaux et danses par les enfants de l'école de l'Union Française et de la Société du 14 juillet, un grand banquet, des chansons et des feux d'artifice. C'est M. Maurice de Simonin, le sympathique consul-général de France à la Nouvelle-Orléans, qui doit prononcer le discours du jour. Il y aura d'autres orateurs. La rue du Canal sera pavoisée à partir de la rue Rampart jusqu'au Exchange Alley. Comme d'habitude le tricolore de France sera côtoyé de celui de l'Amérique—deux bons amis, bons camarades, faisant ensemble un jour mémorable.

C'est pour le maintien de l'école gratuite dans la rue Rampart que seront placés les fonds recueillis de la célébration. Sur les comités se trouvent, Messrs. O. Garraud, C. D. Foucher, F. Macabrey, E. Anouilh, N. Parissi, L. F. Martin et A. Oemichen, emplacement éclairage et privilèges; C. D. Foucher, G. C. Lafaye, F. Bidstein, A. L. Desangles et C. Roche, presse et publications; L. Dupont, E. Anouilh, F. Gouaze et L. Parissi, cavalcade et police; Dr. J. G. Roussel, F. A. Brunet, Dr. H. F. Ader et René Labadie, prix d'école; F. A. Brunet, Henri Dours, J. M. Dufrecho, A. J. B. Simon, décore et feux d'artifice; P. Gouaze, Georges Ader, F. X. Dufour et Dr. H. F. Ader, bal et musique; Georges Ader, L. A. Desangles, H. Dupont, N. Parissi, F. Gouaze, Dr. H. F. Ader, courses et amusements; H. Debezier, G. C. Lafaye, C. D. Foucher, J. G. Roussel, F. Macabrey, S. Roy, J. M. Dufrecho, René Labadie et F. A. Brunet, invitations et réception; L. F. Martin, A. Oemichen, A. J. B. Simon et L. Dupont, contrôle général de la fête; E. Anouilh, L. F. Martin, S. Roy, H. Dours, A. L. Desangles, N. Parissi, F. Gouaze, O. Garraud, F. X. Dufour, A. Oemichen, A. J. B. Simon et J. M. Dufrecho, programme; N. Parissi, G. C. Lafaye et Dr. H. F. Ader, banquet.

—Mais! fit le dentiste, après un instant d'examen—les dents en or, les couronnes, les pivots et les surélévations qui ornent vos mâchoires... Je ne vois donc pas pourquoi...

Le jeune homme l'interrompit: —Le pourquoi, je vais vous le dire, c'est fort simple. Je suis Carl Benz, le fils de l'industriel dont vous connaissez certainement le nom. Je suis arrivé d'Europe à Berlin et j'ai perdu mon portefeuille. J'ai horreur d'emprunter... Aussi ai-je pensé qu'avec l'or de mes mâchoires je pourrais me procurer suffisamment de marks pour attendre l'argent que j'ai réclamé à mon père. Dans quelques jours, je vous prierais de refaire les surélévations que je vous demande de détruire aujourd'hui!

—Quelle idée! s'écria le dentiste. —Non seulement je connais le nom de Monsieur votre père, mais ma vulture sort de ses usines. Pour rien au monde je ne vous enlèverais une parcelle de l'or de votre bouche. Et vous allez me permettre de mettre ma bourse à votre disposition, en attendant les fonds que vous devez recevoir... Bien mieux, si vous voulez être mon hôte, vous me ferez le plus grand honneur...

Le jeune homme protesta. Il ne voulait rien entendre; il s'entêtait. Enfin, il céda.

Il accepta quelques millions de marks du dentiste.

Et puis, le lendemain, après avoir été choyé et fêté par tout la famille, il disparut en emportant tous les bijoux précieux et tous les bijoux de la maison.

CAMPAGNE SOCIALISTE CONTRE LE FASCISME

Londres.—Le correspondant du "Morning Post," à Rome, dit que le gouvernement italien a refusé des passeports aux députés socialistes Matteotti et Garibaldi qui ont été choisis pour représenter le groupe parlementaire de leur parti à la conférence de Londres pour discuter la question de la Ruhr. La dépêche ajoute que c'est l'intention du gouvernement italien de mettre fin à la campagne antifasciste organisée par les socialistes, à l'étranger.

Dans les Paroisses

TRANSFERT DE SIEGE CENTRAL

On annonce de Crowley que le siège central de la Louisiana State Rice Milling Co., considérée comme la plus grande industrie de ce genre aux Etats-Unis, sera transféré de la Nouvelle-Orléans à Crowley le premier août, d'après une annonce faite hier par M. Robert E. Putnam, président de la société. La compagnie a le contrôle de 14 moulins en Louisiane.

POUR L'HOPITAL DE CHARITE

L'appel des administrateurs de l'Hôpital de Charité pour des fonds se fait entendre dans nos paroisses. Hier un don de \$200 a été reçu de la paroisse Vernon, et \$20 du Young Friends Benevolent Association de Madisonville. Il est à espérer que la somme demandée par les administrateurs, \$300,000, sera bientôt en main. L'hôpital a besoin de cette somme pour la construction de quelques salles et aussi pour certaines améliorations très nécessaires.

LA FOIRE DE SHREVEPORT

Mlle Sue Mariette, de Donaldsonville, est la première à être enrôlée dans les concours de popularité qui doit avoir lieu prochainement sous les auspices de la South Louisiana Fair Association de Donaldsonville. Il y a déjà onze paroisses qui ont signifié leur intention d'y participer. Une demoiselle sera choisie dans chacune des paroisses comme reine à la foire de Shreveport. On annonce un programme des plus intéressants.

LES BOY SCOUTS A COVINGTON

La charmante petite ville de Covington est très animée ces jours-ci. Non, il n'y a ni foire, ni courses, ni combat pour le championnat du monde. Mais il y a des petits soldats en masse. Ce sont les Boy Scouts qui ont là un camp d'été. Une centaine mènent la vie au grand air comme des vrais militaires. Ils ont leurs batteries de cuisine, leurs tentes et tout un train d'équipement militaire. Et que les habitants de la ville leur fassent savoir qu'ils ont reçu partout. Les chefs qui en ont la surveillance nous font savoir que leur conduite est exemplaire.

LE DENTISTE TROP CONFIAIT

Ce dentiste berlinois, en ayant fini avec la bouche d'une cliente, entrouvrit la porte de la salle d'attente.

Un jeune homme très élégant se leva de son siège et se levait dans son cabinet.

Il s'installa dans le basculant fauteuil de tortures et dit au praticien: —Retirez-moi, je vous prie, de la bouche tout l'or qu'un de vos confrères y a mis.

—Mais! fit le dentiste, après un instant d'examen—les dents en or, les couronnes, les pivots et les surélévations qui ornent vos mâchoires... Je ne vois donc pas pourquoi...

Le jeune homme l'interrompit: —Le pourquoi, je vais vous le dire, c'est fort simple. Je suis Carl Benz, le fils de l'industriel dont vous connaissez certainement le nom. Je suis arrivé d'Europe à Berlin et j'ai perdu mon portefeuille. J'ai horreur d'emprunter... Aussi ai-je pensé qu'avec l'or de mes mâchoires je pourrais me procurer suffisamment de marks pour attendre l'argent que j'ai réclamé à mon père. Dans quelques jours, je vous prierais de refaire les surélévations que je vous demande de détruire aujourd'hui!

—Quelle idée! s'écria le dentiste. —Non seulement je connais le nom de Monsieur votre père, mais ma vulture sort de ses usines. Pour rien au monde je ne vous enlèverais une parcelle de l'or de votre bouche. Et vous allez me permettre de mettre ma bourse à votre disposition, en attendant les fonds que vous devez recevoir... Bien mieux, si vous voulez être mon hôte, vous me ferez le plus grand honneur...

Le jeune homme protesta. Il ne voulait rien entendre; il s'entêtait. Enfin, il céda.

Il accepta quelques millions de marks du dentiste.

Et puis, le lendemain, après avoir été choyé et fêté par tout la famille, il disparut en emportant tous les bijoux précieux et tous les bijoux de la maison.

UN AUTOGRAPHE DU DANTE

On vient de découvrir, dans la bibliothèque communale de Forli, sous la couverture de parchemin d'un vieux livre, un autographe du Dante, inestimable fragment de la "Divine Comédie."